
De la prison à l'exclusion sociale

Hunaïda Ghanem

"Nous avons perdu notre terre; il ne nous reste que notre honneur, allons-nous le perdre aussi?" C'est par ces mots qu'Oum Jamil, une femme de Tulkarem (au nord de la Cisjordanie) âgée de 45 ans, exprime sa vision des femmes qui sont mises en prison pour leur participation à la lutte nationale contre l'Occupation. "Quand une femme de chez nous est mise en prison, nous allons exprimer notre sympathie à ses parents, nous allons les féliciter quand elle est libérée. C'est une obligation sociale. Mais au fond de nous-mêmes, nous ne voyons rien d'honorable ou méritant le respect dans le comportement de ces femmes."

Oum Jamil n'est pas un exemple isolé. Son attitude est représentative des doubles critères de sa communauté à l'égard d'une grande partie des femmes militantes en général et des femmes prisonnières politiques en particulier.

La société palestinienne est patriarcale et hiérarchique. Dans de telles sociétés, l'individu fait partie d'un groupe qui offre soutien et légitimité pour ses actions et son comportement. En dépit des conditions actuelles difficiles, politiquement et économiquement, la question de l'honneur demeure le point d'ancrage de l'ordre moral et social de la société palestinienne. Les méthodes consacrées à la sauvegarde de cet ordre se traduisent principalement en séparant les deux sexes, par exemple en leur limitant ou interdisant le contact physique, ou en les surveillant quand ils sont ensemble. Dans quelques cas, le simple échange de conversation entre des personnes de sexe opposé suscite la condamnation de la société.

Dans cette réalité sociale conservatrice et traditionnelle (qui ne diffère

Printemps 1996

pas de celle d'autres sociétés arabes), les militantes politiques et les prisonnières politiques en particulier ont été des pionnières sortant des limites imposées par l'appartenance à leur sexe, c'est-à-dire la maison et la maternité. En d'autres termes, elles ont franchi l'espace entre l'espace privé et l'espace public, un vaste espace traditionnellement associé aux métiers masculins.

La prison est pour les hommes

Le dicton "la prison est pour les hommes" prouve que dans la société palestinienne, la prison reste dans le domaine de l'espace public. C'est assurément l'incarnation symbolique de la masculinité comme un attribut social. Le lien fort entre prison et virilité en opposition à ce qui constitue la féminité est clairement illustré par cet autre dicton: "*Un fils gémit en demandant: où est la prison, ô vous, hommes opprimés? et une fille se promène nonchalamment en demandant: où est le bijoutier, ô vous, femmes fortunées?*" C'est pourquoi, les femmes qui vont en prison sont considérées soit "masculines" soit comme ayant transgressé leur espace propre et envahi celui des autres.

Les nombreuses interviews que j'ai recueillies auprès de femmes prisonnières politiques de différents âges et de différents environnements économiques, politiques et sociaux, révèlent que la lutte politique est toujours associée à une lutte sociale contre diverses formes de soumission qui vont de la diffamation ou du boycott de la prisonnière par ses proches et ses voisins, jusqu'au refus du mariage avec une prisonnière libérée. Ceci en dépit du fait que sur le plan national, la femme prisonnière est glorifiée au même titre que l'homme.

Cet article soulignera les doubles critères sociaux utilisés envers les femmes prisonnières, en particulier quand il s'agit de l'institution du mariage. Dans la société palestinienne, le mariage est une valeur sociale noble, avec ses risques spécifiques d'admission et de rejet. Il est considéré comme le meilleur moyen de "protection" pour une fille. On dit: "*Cherche d'abord un mari pour ta fille, avant de chercher une épouse pour ton fils*" et cela révèle bien l'inévitabilité du mariage pour une fille. Celle qui dépasse l'âge requis et qui reste célibataire, la "vieille fille", devient un fardeau pour sa famille. Un mariage arrangé même avec un homme de 70 ans, devient alors une option honorable. Une femme célibataire qui va en prison doit s'attendre à d'énormes difficultés pour trouver un mari convenable à sa sortie.

Wafa, une prisonnière libérée de 28 ans, originaire d'un village près de Tulkarem affirme que les hommes n'aiment pas les filles qui se mêlent de politique ou veulent "ressembler aux hommes". Elle ajoute que la majorité des prisonnières libérées qui étaient avec elle en prison ont du mal à se marier ensuite. Même les hommes jeunes et militants se proclamant libéraux ne sont pas prêts à se marier avec d'anciennes prisonnières. Wafa apprend maintenant, avec six anciennes détenues, l'informatique dans un centre à Tulkarem pour la réhabilitation des

anciens prisonniers. Elles sont toutes célibataires, aucune n'a l'espoir de jamais se marier.

Wafa attribue cette situation au fait que la société palestinienne est toujours plutôt traditionnelle et conservatrice et soucieuse de préserver une division sexuelle du travail. Une femme qui faillit à cette règle et empiète sur l'espace public (dans ce cas, la prison est le bastion masculin par excellence) est nécessairement à blâmer. La désapprobation de cette transgression de l'ordre patriarcal établi se manifeste dans différentes mesures pratiques et notamment le refus d'épouser des femmes qui ont fait de la prison. Ainsi, d'un côté, la femme qui a fait de la prison est honorée comme une combattante et une héroïne, et de l'autre elle est méprisée pour avoir franchi le pas de la sphère féminine privée à la sphère masculine publique.

Une des principales causes sous-jacentes du refus de mariage avec une femme qui a fait de la prison est l'association inévitable entre la prison et le viol, ce qui signifie la perte de l'honneur. Le sens de l'honneur comme haute valeur morale à préserver à tout prix a amené quelques organisations féminines à déclarer solennellement "la terre avant l'honneur". Leur intention affichée est de placer l'intérêt public ou la libération de la terre avant l'intérêt privé ou la conduite individuelle. Malheureusement, on ne peut s'attendre à un changement de cette ampleur dans les mentalités aussi rapidement.

Leila, une ex-prisonnière de 45 ans, vit maintenant dans la vieille ville de Jérusalem. Elle a été en prison à l'âge de vingt ans, en 1970. Bien que quatre ans après, elle en soit sortie plus forte et plus saine que jamais, elle s'est sentie persécutée socialement, économiquement et politiquement. *"Les gens font semblant de sympathiser avec les prisonnières; en fait, ils essaient de les éviter. En ce qui me concerne et parce que je vis seule, je suis accusée de comportement immoral."* L'explication est évidente: une partie considérable de la société lie encore la prison au viol et envisage l'emprisonnement d'une femme comme un affront à l'honneur de sa famille. Leila corrobore la remarque de Wafa selon laquelle les hommes (y compris les militants) préfèrent se marier avec des filles "simples" qui n'ont fait ni prison ni militantisme.

Certains diront que le concept d'honneur issu de l'ordre patriarcal, est plutôt un moyen de contrôler la conduite des femmes et de les maintenir dans les métiers traditionnels. C'est ce qu'affirme Rima, une ex-prisonnière de 38 ans. Elle croit que l'honneur n'est pas nécessairement la raison fondamentale qui conduit les hommes à éviter les femmes qui ont fait de la prison ou même les militantes. Les hommes répugnent simplement à partager leur vie avec une femme pleinement consciente de ses droits, qui passe une grande partie de son temps dans des manifestations et des confrontations et ne se laisse pas facilement dominer.

Ces témoignages aideront probablement à élucider l'ambiguïté latente au cœur de la société palestinienne: d'une part le désir d'enrôler les femmes dans la lutte pour la libération nationale et pour le développement, et d'autre part la tendance dominante de les reléguer dans

leur rôle traditionnel de faire perdurer la structure sociale en place.

La croyance selon laquelle une femme qui va en prison alors qu'elle est encore célibataire rencontre de plus grandes difficultés qu'une femme mariée, est loin de refléter la réalité. Les femmes mariées ont, elles aussi, à affronter la condamnation de la société. Toutefois, leur intégration dans la société dépendra pour beaucoup de l'attitude du mari, selon qu'il l'approuve ou qu'il la blâme.

Arrêtée en 1982, un an après son mariage, Samia trouva auprès de son mari une source de soutien. Il avait lui-même été en prison et c'est à travers lui qu'elle s'était engagée dans la lutte. Quand elle fut arrêtée, il était tout à fait au courant de ses activités. C'est lui qui l'aida à affronter la colère de son père lorsque, attendant les soldats qui devaient l'emmener en prison, elle lui révéla ce dont elle était accusée. En revanche, une autre prisonnière d'un village proche de Jéricho n'a pas eu autant de chance. Aussitôt après son arrestation, son fiancé dénonça son engagement, sous prétexte d'atteinte à l'honneur de la famille.

Naturellement, plusieurs facteurs étroitement liés pèsent sur le type et l'importance des pressions que subissent les femmes en prison. Parmi eux figure l'origine géographique des prisonnières. Le nord de la Cisjordanie, par exemple, a tendance à être plus conservateur et plus traditionnel que le sud. Un second facteur est celui de la famille et l'ampleur de son engagement politique. De plus, la période de l'emprisonnement est significative: en période de grande ferveur nationale, davantage de liberté et de légitimité est accordé à l'engagement des femmes. Dans les périodes plus calmes toutefois, la tendance est plutôt à cantonner les femmes dans leur rôle traditionnel.

En conclusion, le double critère contre lequel les femmes qui ont fait de la prison ont à lutter dans leur vie de tous les jours reflète exactement le double critère selon lequel les femmes sont traitées de manière générale au sein de la société. Les femmes ayant pris une part active dans la lutte nationale sont l'objet d'admiration et de glorification et pourtant elles doivent affronter toutes les contraintes sociales de leur réalité quotidienne. Politiquement, elles ont été marginalisées et aucune tentative sérieuse de remise en cause de l'inégalité entre les sexes et du statut social de la femme n'a été entreprise. Il est également certain que les organisations féministes elles-mêmes ont contribué, involontairement, à ce que le traitement de ces questions reste subordonné au débat national.

Cet article a été publié en anglais par la revue *Israel-Palestine Journal* (Jérusalem).
Il a été traduit par Bénédicte Muller.

Hunaïda Ghanem, palestinienne de nationalité israélienne, est sociologue et anthropologue. Elle est l'auteur d'une thèse sur "Sociologie des femmes prisonnières politiques dans les territoires occupés".